

Les illusions perdues du président Macron

Yannick Orfèvre

La période de grâce a été courte : 18 mois de pouvoir et, patatras, les Gilets jaunes ont semé le désordre dans le monde bien réglé, bien formulé et bien huilé du nouveau chef de l'État. Et pourtant tout avait si bien commencé. Contrairement à son prédécesseur François Hollande, Emmanuel Macron était rayonnant et plein de l'énergie que confère la jeunesse, à peine 39 ans lors de son élection. Les Français, ou du moins ceux qui avaient voté pour lui, voyaient en lui un homme providentiel qui permettrait à la France de sortir de sa maladie chronique, la nostalgie du passé. Un souffle d'espoir et de modernité avec un président qui pouvait même donner le change au président fantasque des États-Unis, Donald Trump, balayait la France jusqu'à un certain samedi de novembre 2018.

Les détracteurs du président Macron aimaient dès le mois de mai 2017 à souligner l'inexpérience de cet homme jeune et pressé. En effet, tous les présidents qui l'ont précédé ont eu des parcours politiques très longs et difficiles. François Mitterrand fut longtemps ministre sans grande envergure dans les années 1950 et ce n'est qu'en 1981 qu'il réussit à gagner les élections présidentielles après avoir reconstruit le parti socialiste en 1971. Et pour les présidents Chirac et Hollande, le chemin fut aussi long et compliqué avant d'accéder à la magistrature suprême. Mais Emmanuel Macron a eu une vie politique singulière : bardé de diplômes, celui-ci obtient une position très en vue dans la banque Rothschild et rapidement il devient ministre de l'Économie de François Hollande. Mais le fait de ne jamais avoir été confronté au suffrage universel, c'est-à-dire de ne jamais avoir eu à affronter une élection pour un mandat de maire ou de député, était vu comme un manque de compréhension des rouages du pouvoir. Malgré cela, Macron a mené sa politique tambour battant, sans se laisser impressionner ni par les syndicats, ni par leurs manifestations, ni

par les échecs récurrents de tous ses prédécesseurs quand ils ont essayé de réformer le pays. Les réformes de 2017 sur les changements du droit du travail et celles de 2018, entre autres, sur le statut des employés de la SNCF, l'entreprise de chemins de fer nationale, ont surpris les acteurs de la politique française. En effet, comment cet homme jeune et apparemment inexpérimenté a-t-il pu si rapidement obtenir des résultats alors que la plupart des commentateurs initiés jugent la France ingouvernable et impossible à réformer ? On peut imaginer qu'une nouvelle méthode de négociation très directe a dû perturber les habitudes des syndicats et puis, le président Macron a fait ce qu'il avait dit pendant sa campagne électorale : la réforme du marché du travail était au centre de ses propositions et maintenant, il faisait ce qu'il avait promis avec un soutien légitime des Français.

Un président confronté au pays réel

La communication mal maîtrisée du président sans filtre

Le grand maladroit, pour ce qui est de la communication officielle, était Nicolas Sarkozy qui,

par ses formules intempestives et impulsives, pouvait à la fois insulter ses interlocuteurs et choquer ses propres électeurs. Le président Hollande, lui, s'est fait connaître par sa vie privée et son habitude de parler aux journalistes sans contrôler trop ce qu'il disait. Par contre, Emmanuel Macron a tout de suite changé de méthode de communication en gérant la parole présidentielle avec parcimonie et économie, du moins au début. Mais petit à petit, les commentateurs ont noté un changement dans la maîtrise du discours présidentiel. Selon certains, ce changement traduisait une impatience et, selon d'autres, une arrogance sociale toute française. Les formules choc dans les médias ont d'abord surpris et ensuite choqué certains Français.

Quelques phrases du président ont donc marqué les esprits. En voici quatre exemples saisissants : En 2017, lors des réformes sur le droit du travail, le président critique indirectement les syndicats en disant qu'il ne céderait « ni aux fainéants, ni aux cyniques ». Beaucoup de militants syndicalistes n'ont pas été très heureux d'être traités de fainéants ! Ensuite, voulant en juin 2017 décrire la réussite et aussi les échecs des fameuses start-up (ces petites entreprises inspirées des nouvelles technologies et souvent citées en exemple comme le modèle du succès à la française par le candidat Macron), le président utilise une métaphore douteuse comparant la France à une gare, où « on croise les gens qui réussissent et ceux qui ne sont rien ». Le goût de la réussite sociale de Macron ne plaît pas à beaucoup de Français qui ne se retrouvent pas dans les personnes qui ont réussi. Pour beaucoup de gens, cette phrase est assez stigmatisante. Au Danemark en août 2018, Macron fait l'éloge des Danois luthériens, donc travailleurs, et en profite pour qualifier les Français de « Gaulois réfractaires (c.-à-d. opposés) au changement ». Les partis d'opposition de droite et de gauche ont critiqué cette formule qui selon le président était un trait d'humour. En



septembre 2018, le chef de l'État qui aime parler directement avec ses concitoyens échange avec un jeune chômeur qui se plaint de ne pas trouver d'emploi ; se trouvant en plein Paris, Macron dit cette phrase restée dans beaucoup d'esprits : « Je traverse la rue, je vous trouve du travail ! ». Les macroniens, c'est-à-dire les soutiens politiques de Macron, ont essayé de faire comprendre au grand public que ces phrases un peu dures reflétaient la volonté du président d'aller plus vite et que le président souhaitait que les Français s'engagent plus dans le succès et la transformation du pays.

Un président déconnecté

François Hollande, que plus personne n'écoutait depuis les élections de 2017, a retrouvé un auditoire quand il est sorti de son silence pour décrire son ancien ministre de l'Économie, Emmanuel Macron, comme le président des hyper riches. Ce qualificatif venait du fait que le gouvernement avait supprimé une partie de l'impôt sur la fortune, aussi appelé l'ISF. Ce coup de griffe de l'ancien chef de l'exécutif a fait mal au gouvernement justement à un moment où la presse parlait d'une affaire qui faisait penser aux vieilles traditions de la présidence avec lesquelles Macron avait promis de rompre. En effet, un garde du corps d'Emmanuel Macron

avait été filmé en train de frapper un manifestant lors d'une manifestation du 1^{er} mai 2017 à Paris. Le problème est que cet employé de l'Élysée n'avait pas à faire le travail de la police nationale en plein Paris. Le président ne prenant pas ses distances avec son collaborateur, la polémique enfle et après quelques semaines, le garde du corps Alexandre Benalla est renvoyé du palais de l'Élysée. En décembre 2018, la polémique reprend de plus belle lorsque le même personnage est accusé d'avoir conservé son passeport diplomatique alors qu'il n'était plus au service du président depuis plusieurs mois. Cette affaire a beaucoup affaibli le président et de nombreux commentateurs ont commencé à parler d'un président déconnecté de la réalité des Français et de leurs problèmes quotidiens. Faire des cadeaux aux hyper riches et être bienveillant envers ses amis lorsqu'ils commettent des fautes, ces deux choses ont fait dire à certaines personnes que Macron n'était plus en contact avec la réalité.

L'automne où la machine se dérégla

Un mouvement social d'une nature inédite

Pour la commémoration du 100^e anniversaire de l'armistice de 1918, le président Macron, déjà affaibli par les révélations sur Alexandre Benalla, essaie de reconquérir l'opinion en entreprenant un voyage du souvenir, pompeusement appelé « itinérance mémorielle », soulignant ainsi le côté technocratique et intellectuel des conseillers de l'Élysée, dans l'est de la France, notamment à Verdun. Mais une semaine plus tard, commence l'acte I de ce qu'on appelle désormais les Gilets jaunes. Ce mouvement social est né d'une protestation contre une taxe supplémentaire sur les carburants (essence et diesel) afin de compenser les investissements de l'État pour développer la transition écologique promise par le candidat Macron. De plus, les manifestants demandent une hausse du salaire minimum, le smic, et la réintroduction de l'ISF, l'impôt de solidarité sur la fortune. Depuis 2008, le gilet jaune, cette

veste fluorescente, est obligatoire dans tous les véhicules circulant en France afin de limiter le nombre d'accidents et c'est cet équipement qui sera choisi pour rendre visible le mécontentement d'une partie de la population. Mais cette frustration avait déjà commencé au début de l'automne 2018 quand le gouvernement avait décidé de baisser la vitesse sur les routes du réseau secondaire de 90 à 80 km/h, malgré de fortes critiques de la part des représentants politiques de la France rurale. Cette limitation, dont le but exprimé était de limiter les accidents de la route, est vécue alors comme une attaque du pouvoir parisien contre la France rurale et périurbaine. Le samedi 17 novembre, c'est un grand mouvement relayé par les réseaux sociaux, surtout Facebook, qui réussit à rassembler une partie des 20 % de la France dite d'en-bas, c'est-à-dire la classe moyenne pauvre, obligée pour des raisons économiques de vivre à l'extérieur des grandes villes, ce que l'on appelle les zones périurbaines, et dépendante de leur voiture pour leur travail ou les autres besoins de la vie quotidienne. L'acte I du 17 novembre, pour la suppression de la taxe sur les carburants et l'augmentation du pouvoir d'achat, est un succès avec plus de 280.000 Gilets jaunes dans toute la France. Le gouvernement ne répondant pas à l'appel de la rue, ce qui est inhabituel depuis 40 ans car les gouvernements successifs ont souvent et rapidement accédé aux exigences de cette même rue, cela a créé un sentiment d'abandon et de mépris du président des hyper riches envers les Français. Toute l'opposition, de droite comme de gauche, s'est ralliée aux demandes des Gilets jaunes contre la nouvelle taxe sur les carburants, jugée injuste socialement envers les Français les moins favorisés.

Des scènes de violence à Paris et en région

A partir de l'acte II, le 24 novembre, les choses deviennent sérieuses et les médias accordent de plus en plus d'intérêt à cette protestation popu-



laire. Et puis viennent les actes III et IV avec des manifestations violentes à Paris et en région. La France retient son souffle et se demande si le président Macron est à la hauteur de cette crise inédite : c'est le petit peuple de France qui se rebelle contre le pouvoir central d'une manière spontanée. Les lieux favoris des Gilets jaunes, ce sont les ronds-points, ces lieux symboliques des zones périurbaines entre campagne et ville, isolés et inhospitaliers. C'est alors que le journal *Le Monde* envoie début décembre une journaliste célèbre, Florence Aubenas, pour comprendre les révoltés des ronds-points. Après les violentes scènes de guérilla urbaine entre la police et les Gilets jaunes début décembre, certains manifestants ont un discours radical et le parti de gauche de Jean-Luc Mélenchon, « la France insoumise », soutient ouvertement les discours révolutionnaires d'une grande partie des manifestants. Une chaîne d'information, BFMTV, présente en direct toutes les actions à Paris et en région donnant ainsi au grand public un sentiment de début de guerre civile. Malgré cela, les Français soutiennent très largement ce mouvement désormais violent à presque 80 % car les taxes et les impôts élevés ainsi que les

problèmes d'économie au quotidien sont partagés par l'ensemble de la population.

Macron cède

Toute la France médiatico-politique est donc à l'écoute de ces Français paupérisés par la crise de 2008 et la pression sur le chef de l'État atteint son paroxysme. Par conséquent, le président prend la parole à la télévision le lundi 10 décembre et promet la suppression de la taxe sur les carburants et une augmentation du smic, le salaire minimal fixé par le gouvernement, de 100 € nets par mois, passant ainsi de 1188 € à 1288 € après le prélèvement des cotisations sociales. Contre toute attente, ces annonces ne sont pas bien accueillies du tout par les Gilets jaunes qui se disent encore plus méprisés par Emmanuel Macron et les élites. Une phrase qui revient souvent sur les ronds-points c'est : « Il nous donne des miettes » et « On lâchera rien ! ». En effet, le président Macron a l'air complètement affaibli pendant son allocution télévisée, le teint gris et le visage fermé. Les Gilets jaunes ont réussi en trois semaines ce que les syndicats n'ont pas pu obtenir pendant des mois de négociations. Le sentiment d'avoir réussi à affaiblir Macron est très tangible chez les Gilets jaunes et donc les revendications redoublent. C'est un nouvel acronyme qui se voit partout sur les ronds-points de l'Hexagone : « le R.I.C. ». Pour la plupart des Gilets jaunes, le sentiment qu'ils partagent, c'est que leur avis n'est pas pris en compte car les élites n'écoutent pas selon eux la France périurbaine, le petit peuple, les petites gens. Le R.I.C., c'est-à-dire le Référendum d'initiative citoyenne, serait la seule manière de redonner le pouvoir au peuple. Les consultations auprès des citoyens par le vote sont assez peu courantes en France, vu que les électeurs y trouvent un moyen d'exprimer leur mécontentement envers le gouvernement en place. Cette nouvelle forme de référendum permettrait aux citoyens de mettre en place un référendum sans

demander au gouvernement. Ainsi le peuple pourrait retrouver sa souveraineté et casser des lois injustes, par exemple.

Dialogue de sourds

Lors de son allocution de 17 minutes du 31 décembre, le chef de l'État a essayé de reprendre la main en critiquant une partie des outrances qui s'étaient développées depuis le 17 novembre, notamment les violences, les injures racistes, homophobes et antisémites relevées pendant les nombreuses manifestations. Le gouvernement durcit aussi le ton envers les Gilets jaunes, les accusant d'être menés par des agitateurs prônant l'insurrection. En effet, la peur d'une insurrection qui conduirait à une sorte de révolution inquiète le gouvernement et les institutions. Un des leaders du mouvement, un chauffeur routier de 33 ans, Éric Drouet, avait déjà menacé d'entrer dans le Palais de l'Élysée lors d'une des manifestations de décembre. Après le discours de 17 minutes de Macron, beaucoup de Gilets jaunes interrogés par les journalistes sur les ronds-points, disaient ne pas avoir écouté le président ou ne pas l'avoir compris, puisqu'il ne parle pas au petit peuple. Ce dialogue de sourds semble continuer et le succès des nouvelles manifestations en janvier 2019 laissent penser que la tension ne retombera pas. En effet, la méfiance envers le chef de l'État est très grande : les commentateurs se demandent comment le gouvernement va pouvoir sortir de cette crise. Malgré la suppression des taxes supplémentaires sur les carburants et l'augmentation du smic, les Gilets jaunes ne sont pas satisfaits. Alors qui dit que, si Macron accepte la création du R.I.C., le mouvement s'arrêtera ? Certains manifestants soutiennent la thèse selon laquelle les Français ont la révolution dans leurs gènes et la seule solution, c'est la démission de Macron. Alors pourquoi penser que ce mouvement s'arrêtera là ? On se demande aussi si le grand débat organisé de janvier à mars calmera le jeu

et débouchera sur une possible sortie de crise.

Et la majorité silencieuse, que dit-elle ?

Après Mai 1968, une grande marche avait permis au général de Gaulle de retrouver une légitimité dans le pays. Mais on est loin de cette situation début 2019, après près de deux mois de contestation. Encore une bonne moitié des Français soutiennent les Gilets jaunes mais beaucoup de commerçants sont très inquiets pour leurs magasins vu que le chiffre d'affaires de beaucoup de petits commerces a baissé de 30 à 50 % pendant la période de Noël qui, en général, constitue la grande partie des bénéfices des boutiques. D'autres personnes ne se sentent pas en sécurité lors des manifestations des samedis dans les villes. Enfin, l'économie du pays est affectée par cette perte d'activité et, comme les commentateurs économiques pensent que la croissance économique va diminuer, il y a des risques qu'un certain nombre de personnes perdent leurs emplois, par exemple dans le commerce.



Un écrivain décrit la France sous Macron

Houellebecq, le Balzac du XXI^e siècle

Le 4 janvier 2019, le dernier roman de Michel Houellebecq, *Sérotonine*, a été imprimé à 320.000 exemplaires dans tout l'Hexagone. En effet, le plus international des auteurs français, comme il est souvent décrit, publie un roman qui a su saisir l'air du temps. Dans ce récit, il y a un homme, Florent-Claude, qui a raté sa vie. Celui-ci va soutenir un groupe d'agriculteurs en Normandie qui est victime de la mondialisation de l'économie et de l'individualisme extrême de cette période de capitalisme triomphant. Houellebecq semble saisir les maux de la société française avec exactitude. Rappelons-nous que son roman précédent, *Soumission*, un succès de librairie, qui présentait la France plongée dans une dystopie islamiste, avait dû être publié plus tard en raison des tragiques attentats islamistes contre *Charlie Hebdo* et l'Hyper Cacher à Paris en janvier 2015. Certains commentateurs littéraires voient en Houellebecq un nouveau Balzac, un moraliste conservateur du XXI^e siècle, qui, comme son illustre prédécesseur, déteste son époque et décrit tous les travers de la France du début du XXI^e siècle : capitalisme, égoïsme,

avidité, stupidité, etc. N'oublions pas non plus que Honoré de Balzac a écrit un célèbre roman, *Les illusions perdues*, l'histoire d'un jeune homme de province, Lucien Rubempré, qui essaie de conquérir le Paris littéraire de l'époque, qui échoue misérablement et qui, ruiné, doit rejoindre sa ville natale Angoulême. Qui sait si Emmanuel Macron aura un destin aussi dramatique que le héros de Balzac, mais ce que l'on peut dire aujourd'hui, c'est que le titre du roman s'applique assez bien au désenchantement actuel du président.

YANNICK ORFÈVRE är
förstelärare i franska och
svenska på Kungsholmens
gymnasium i Stockholm och
har tidigare varit utländsk lektor i
franska vid Göteborgs universitet. Han
har studerat skandinaviska språk vid
universitetet i Caen och har en svensk
lärarutbildning. Han intresserar sig
speciellt för politiska och sociala frågor i
dagens Frankrike.

